

## **DE LA CARTE DES LIMITES AUX LIMITES DE LA CARTE.**

DU BON ET DU MAUVAIS USAGE DE LA FRONTIERE DANS LE CADRE DE LA GESTION POST-CATASTROPHIQUE. QUELQUES LEÇONS DE TCHERNOBYL.

Frédéric LEMARCHAND

Laboratoire d'Analyse Sociologique et Anthropologique du Risque, Université de Caen

Résumé : Les ruptures spatio-temporelles introduites par la catastrophe de Tchernobyl mettent en demeure les cultures existantes, qu'elles soient « anthropologiques » ou « technologiques » de saisir la complexité et l'incertitude du monde nouveau qui émerge dans la longue durée de l'environnement contaminé. Le recours à la cartographie pour saisir et rendre compte des zones contaminées, reflet et prolongement du zonage matérialisé *in situ*, s'avère être un moyen de gestion pour le moins problématique, à considérer l'incroyable complexité de la contamination vécue « à hauteur d'homme », voire un moyen efficace pour accommoder cette réalité aux modes de gestion disponibles. Mais, ce faisant, la carte-fiction, bien qu'éloignée de la situation effective, entre à son tour dans la construction sociale – et non la seule perception - de la contamination, sous les multiples formes sous lesquelles celle-ci s'effectue, depuis l'appropriation jusqu'au déni du risque.

*Il va de soi que les représentations du territoire, et la symbolique de l'appropriation qu'elles véhiculent, ont évolué avec le niveau des techniques ; mais il n'est pas dit que leur principe ait fondamentalement changé. Entre le regard des satellites espions de l'US Air Force et celui du souverain nippon des origines, il est certainement de grandes différences de fait, mais peut-être aussi une grande parenté de sens : le maître, n'est-ce pas celui qui a le droit de regard, celui dont le regard commande une plus grande étendue que le regard des autres... Voilà pourquoi les régimes autoritaires attachent une si grande importance aux représentations du territoire. Dans beaucoup de pays, aujourd'hui encore, le citoyen ordinaire n'a pas le droit d'acheter une carte topographique, et dans l'URSS d'avant la perestroïka, c'étaient des cartes volontairement erronées qui figuraient dans les atlas laissés à la disposition du public.*

A. BERQUE, *Les raisons du paysage*, Hazan, p. 46.

De la perméabilité des frontières et des limites.

La survenue d'un type nouveau de catastrophe, d'essence technoscientifique et donc humaine, semble avoir entraîné un effondrement des discours progressistes en même temps que celui des repères et des limites de la modernité occidentale. Il n'est pas besoin de procéder à une analyse approfondie des sociétés technoscientifiques, c'est-à-dire de l'époque contemporaine, pour constater qu'y font défaut, de tout point de vue, les certitudes (scientifiques), la confiance (dans les politiques et les experts), les limites d'ordre éthique, symbolique et surtout, les frontières politiques et géographiques. Les hommes tout autant que les territoires, qu'on les appréhende du point de vue des sciences biologiques et physiques ou de celui de la sociologie et de l'anthropologie, c'est-à-dire comme des *constructions sociales* prises dans des systèmes de représentations, sont devenus perméables à des formes de contaminations nouvelles (radionucléides, mais aussi prions, virus du sida,...) qui ont en commun d'être liées au développement des économies technoscientifiques et donc au productivisme. C'est la raison pour laquelle il nous semble plus qu'urgent de développer une approche territorialisée du risque technologique, en ce qu'il constitue également une construction sociale, fondée en partie sur la

réalité des faits, et en patrie cette autre réalité moins immédiatement palpable et mesurable, celle de l'imaginaire et des représentations. Or, la nature et l'humanité de l'homme montrent leur plus grande vulnérabilité dans une époque caractérisée, selon Isabelle Rieusset-Lemarié<sup>1</sup>, par une actualisation du modèle *épidémique* au travers d'un ensemble de phénomènes nouveaux et parmi lesquels nous plaçons la catastrophe de Tchernobyl<sup>2</sup>. Ainsi, la dissémination du mal se produit de plus en plus par contagion et selon un mode de prolifération par contact, qui agit bien souvent comme une « bombe à retardement ». Dès lors, un certain nombre de contradictions est apparu dans notre système de repérage spatio-temporel moderne, face auquel les efforts de la géographie, longtemps figée dans une représentation arrêtée et bornée du monde, semblent impuissants à penser ces bouleversements épistémologiques, ce que montrent de manière symptomatique les investissements réalisés dans le domaine des systèmes d'appréhension dynamique (essor des Systèmes d'Information Géographiques et de la modélisation) afin de conjurer continuellement l'obsolescence de la carte face à une réalité de plus en plus changeante et incertaine. Le recours à la modélisation informatique constitue selon nous une limite essentielle, voire un écran à l'intelligibilité de ces transformations du monde, dont l'origine résulte le plus souvent de choix politiques, comme en témoigne le récent colloque du CNRS *Les Temps de l'environnement* organisé à Toulouse en novembre 1997. Faute d'être parfaitement saisissables par l'intermédiaire des spéculations algorithmiques réalisées à grands frais, ces dernières n'en restent pas moins compréhensibles du point de vue de la sociologie, c'est-à-dire une fois réinscrites dans des rapports sociaux et historiques, et de celui de l'anthropologie au sens où elles relèvent d'une définition de l'humanité de l'homme dans une époque donnée. Ainsi, à partir de ces éléments de problématique, nous pouvons nous demander dans quelle mesure la catastrophe de Tchernobyl<sup>3</sup>, en modifiant nos rapports anciens à l'espace, au sens du territoire habité et garanti par des frontières, nous a révélé du même coup le triple écueil du support cartographique : son obsolescence tout d'abord, son effet banalisant ensuite, sa force de suggestion dans l'utopie du retour à la normale enfin.

L'impossible représentation de la contamination.

---

<sup>1</sup> Rieusset-Lemarié I., *Une Fin de siècle épidémique*, Paris, Actes sud, 1992.

<sup>2</sup> Lemarchand F., *La vie contaminée. Eléments pour une sociologie des sociétés épidémiques*, coll. Sociologie et environnements, Paris, L'Harmattan, 2002.

<sup>3</sup> Aux effets sanitaires ( en première approximation, un enfant sur deux en zone contaminée souffrant de graves problèmes de santé ), à l'explosion des problème thyroïdiens depuis deux ans, aux trente mille morts, là encore selon les estimations les plus rationnelles, il faudrait ajouter la décomposition des structures familiales, le coût psychologique et social du déracinement dû au relogement, le stress généralisé et la peur refoulée qui touchent les sept millions de personnes vivant sur des terres plus ou moins contaminées, etc...

A l'examen de la situation, c'est-à-dire des effets sociaux et culturels que nous avons étudiés au sein des populations ukrainiennes et biélorusses vivant dans les territoires fortement contaminés, parfois très éloignés du lieu de l'accident, nous avons pu constater que chez de nombreuses personnes, le système de représentation de l'espace et du temps par l'intermédiaire duquel elles avaient jusqu'à présent appréhendé le monde, à hauteur d'homme, a été profondément bouleversé. Du point de vue temporel, l'aspect inédit de la situation tient essentiellement à la durabilité et l'irréversibilité des effets de la contamination, que tentent en vain de dissimuler les autorités, et qui semblent inconciliables avec l'urgence du quotidien, devenu le temps de référence pour le plus grand nombre. Ainsi la première préoccupation se résume-t-elle pour beaucoup à conjurer quotidiennement les incertitudes relatives à l'organisation de la *survie*, en particulier celle des enfants, dans un territoire contaminé, sur la base d'une économie globale totalement sinistrée et face à une bureaucratie au comportement parfaitement imprévisible dans la mesure où, du jour au lendemain, peuvent surgir la maladie, l'inflation, le chômage ou l'arbitraire d'une décision administrative.

Du point de vue spatial, d'autres difficultés, dues à la structure épidémique de la catastrophe, rendent impossible la construction d'une représentation objective de la situation. Trois éléments viennent étayer l'hypothèse d'une inefficacité de la carte en terme de gestion du risque radiologique dans les territoires contaminés. D'abord, les cartes en vigueur ne fournissent que des données globales sur les grandes « zones » irradiées, servant à définir un système de prescriptions et d'interdictions alimentaires, alors que la contamination s'est, en fait, répandue sur le territoire en dessinant une infinité de taches, parfois très fortement contaminées, qui échappent à la représentation. Pour *l'homme de terre* ensuite, qu'il soit paysan indépendant ou kolkhozien, celui que la collectivisation de moyens de production n'a pas réussi à éradiquer totalement, la carte ne correspond pas au regard porté à hauteur d'homme sur un territoire en tant qu'elle constitue une vue aérienne imposant une posture « hors-sol » et abstraite à l'observateur. Enfin, la radiation est invisible, inodore et sans saveur - du moins à présent - et sa représentation, en l'absence d'appareillage adapté, ne peut donc être que symbolisée dans la mesure où seul un radiamètre, trop coûteux, d'utilisation compliquée et d'efficacité limitée<sup>4</sup>, permettrait de déceler sa présence. La carte, diffusée par voie de presse, demeure pourtant le seul support par l'intermédiaire duquel les autorités transmettent aux populations une information - réduite au minimum - qui est sensée être la réalité, mais elle n'entraîne que rarement les comportements de radioprotection attendus.

---

<sup>4</sup> Dans la région où nous nous sommes rendus (Kastiokovitchi, 50 000 personnes), les seuls appareils dont disposaient les autorités pour mesurer la contamination ne permettaient de prendre en compte que le « bruit de fond » des émetteurs gamma (le Césium 137 en particulier), les dangereux émetteurs alpha et bêta nécessitant, pour être détectés, des appareils trop coûteux.

L'élaboration des cartes de contamination (fig. 1) a mobilisé de nombreuses équipes de spécialistes en dosimétrie, lesquelles ont dû arpenter les territoires contaminés, habités ou non, afin d'effectuer les mesures nécessaires à leur délimitation et leur répartition selon les quatre types de zones définis en fonction des niveaux de radioactivité (1-5 Ci/km<sup>2</sup>, 5-15 Ci/km<sup>2</sup>, 15-40 Ci/km<sup>2</sup>, et plus de 40 Ci/km<sup>2</sup>)<sup>5</sup>. L'étendue des surfaces affectées par les retombées de l'explosion (près du quart du territoire biélorusse) a rendu la tâche difficile, de même que la complexité de la situation radiologique, liée quant à elle à différents facteurs. Tout d'abord, la métaphore de la « peau de léopard » a été utilisée pour rendre compte de l'existence de taches fortement contaminées, évoquée ci-dessus. Facilement repérables sur les cartes établies à l'échelle nationale ou régionale, ces taches le sont beaucoup moins dès lors qu'elles n'atteignent que quelques mètres carré, comme c'est le cas dans la réalité. Le jardin d'un habitant peut être plus contaminé que celui de son voisin, une partie de sa maison plus qu'une autre, etc. Et si des cartes plus détaillées existent, à l'échelle d'un kolkhoze ou d'un village, extrêmement rares sont les interlocuteurs qui, suite à nos sollicitations, ont pu nous en présenter. Ensuite, la complexité de la situation radiologique est due également à la présence d'un cocktail de radioéléments, chacun d'eux ayant un cheminement propre dans l'environnement et dans l'organisme, un effet spécifique ainsi qu'une durée de vie distincte. Or, la plupart des cartes de contamination réalisées et les plus facilement accessibles ne prennent en compte, en règle générale, qu'un seul radioélément, le Césium 137. Ce choix renvoie à des enjeux scientifiques, donc politiques, et contribue de fait à imposer, là encore, une représentation simplifiée et différente de la réalité à laquelle se trouvent confrontées les populations concernées. Enfin, la complexité est aussi liée à l'évolution de la situation radiologique, à son caractère « dynamique » qui semble s'opposer à la permanence et à la durabilité des effets de la catastrophe pour des personnes contraintes de vivre dans un environnement irrémédiablement dégradé. Encore une fois, le support cartographique ne se révèle pas à même de rendre compte de cet aspect de la réalité post-catastrophique autrement que sous la forme de modélisations prospectives (fig. 2), c'est-à-dire dans le cadre de la définition des scénarii de réhabilitation des territoires contaminés, à court et moyen terme. L'« optimisme » de ces fictions contredit radicalement les résultats scientifiques obtenus localement depuis quinze ans par deux scientifiques indépendants du lobby nucléaire international, les Pr. Nesterenko (physicien) et Bandazhevsky<sup>6</sup> (médecin), pour qui l'impact sanitaire de la catastrophe est très étroitement lié à la toxicité chimique du Césium 137, et non aux seuls rayonnements ionisants qu'il émet.

---

<sup>5</sup> Le Curie (Ci) est une unité aujourd'hui abandonnée par les spécialistes en radioprotection, les mesures de contamination étant actuellement exprimées en kiloBecquerels par mètre carré (kBq/m<sup>2</sup>). Les catégories de zones indiquées dans le texte correspondent cependant à celles qui figurent sur les cartes disponibles et sont aussi celles auxquelles se réfèrent les habitants des régions contaminées.

<sup>6</sup> Voir l'article de Michel Fernex in *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Dir. A. Goujon, J.C. Lallemand, V. Symaniek, Paris, L'Harmattan, 2001.

La carte a pour fonction, dans le contexte post-accidentel, d'établir des frontières, des limites entre les zones « propres » et les zones contaminées. Les simplifications successives nécessaires à une lecture et une utilisation faciles des cartes de contamination suggèrent en retour l'idée d'une maîtrise de la situation par les scientifiques qui réussissent le tour de force de rendre visible ce qui échappe au commun des mortels, redessinant les contours des territoires selon de nouveaux repères censés ordonner un monde profondément bouleversé par la catastrophe. Toutefois, le type de rationalité mis en oeuvre dans l'élaboration de ces outils, destinés à une meilleure gestion du risque radiologique, s'accommode assez mal d'un certain nombre de représentations partagées par les habitants des districts où nous avons enquêtés. Ainsi, l'existence de zones exemptes de contamination, que les cartes permettent de visualiser, leur apparaît difficilement envisageable pour de multiples raisons. La frontière entre le « propre » et le « sale » est tracée différemment et subjectivement par chacun des habitants, et celle qu'indiquent les cartes constitue elle aussi un « construit » et ne participe qu'à des degrés divers selon les personnes et au même titre que d'autres informations, connaissances et croyances, de l'élaboration des représentations concernant la configuration territoriale de la radioactivité. La majorité des personnes interrogées à *Kastiokovitchi* - ville officiellement « propre » - considère ainsi qu'elle est, en fait, contaminée. Cette conviction, très répandue en zone « propre », repose sur l'idée qu'un lieu proche ou entouré de terres contaminées ne peut pas être complètement épargné par la radioactivité, et renvoie par ailleurs à une certaine conception de sa propagation. C'est en effet sur le mode épidémique que nombre de personnes se représentent la dispersion des radionucléides, dispersion contre laquelle il leur semble bien difficile de lutter et qui les confronte, où qu'ils résident, au risque radiologique. La radioactivité « voyage » effectivement de multiples façons et se moque pour une part des frontières établies par les autorités scientifiques et administratives, que les nombreux postes de milice sont censés garantir. Si les personnes évacuées et relogées ont pu contribuer à sa dispersion en déménageant leurs biens et certains matériaux de construction récupérés, il ne s'agit là que d'une partie des transferts de substances contaminées qui ont pu se réaliser depuis douze ans. Les produits alimentaires issus des territoires contaminés constituent vraisemblablement le vecteur essentiel et déterminant de la dissémination. Qu'ils soient destinés au circuit public ou privé, des produits plus ou moins contaminés sortent quotidiennement des zones pour être consommés « à l'extérieur », ce qui relativise considérablement l'opportunité des lignes de démarcation nettes que tendent à imposer les cartes. Par ailleurs, des phénomènes biologiques complexes et mal connus provoquent des fluctuations de la radioactivité qui tendraient à proscrire des mesures de radioprotection définies de manière irrévocable.

La carte comme levier de la politique de réhabilitation

Les différents facteurs évoqués ci-dessus constituent quelques-unes des principales pierres d'achoppement aux tentatives visant à faire des cartes de contamination un outil privilégié de la gestion du risque radiologique. Mais il est encore un obstacle majeur qui met en échec l'utilisation de la carte à des fins de radioprotection : il s'agit de la perte de confiance de la population à l'égard des autorités scientifiques et politiques. Rappelons que les premières années qui ont suivi l'accident, une désinformation systématique a été organisée par les responsables soviétiques. Les premières cartes de contamination n'ont été publiées, pour la Biélorussie, qu'en février 1989 dans *Sovietskaïa Bielorusia*, après trois années de silence mensonger quant aux conséquences de la catastrophe. Par ailleurs, la délimitation des différentes zones, en ce qu'elle détermine les contre-mesures mises en œuvre par les autorités (relogement obligatoire ou volontaire des populations, gel des terres agricoles, compensations octroyées aux résidents...) ne semble pas, aux yeux de nombre d'habitants, déterminée par des critères objectifs, ce qui témoigne du discrédit touchant la classe politique soupçonnée de subordonner la protection des habitants à la faisabilité économique des mesures envisageables. Dès lors que la méfiance est à la base des rapports qu'entretiennent les citoyens avec les acteurs institutionnels de la gestion post-accidentelle, la carte devient un signe tangible de la politique de réhabilitation des territoires contaminés. L'analyse *in situ* indique que les territoires contaminés et évacués deviennent des espaces fantomatiques où l'on devine les activités humaines de l'*ante catastrophe*. Pour autant, si des repères subsistent après douze années, ils ne seront pas les témoins muséographiés pour la postérité car, entre autres mesures de réhabilitation, les autorités biélorusses dissimulent les traces visibles de la catastrophe, en procédant à l'enterrement des villages qui ont été vidés ou abandonnés. Toutes les traces sociales disparaissent et la nature est censée reprendre ses droits, ainsi qu'en témoigne la transformation en « réserves écologiques » certaines zones contaminées du sud de la Biélorussie, dans la région de Polessié. Les territoires doivent redevenir vierges pour être reconquis et, par ce (dé)tour, la contamination industrielle est réaffectée symboliquement à l'image d'une nature vierge et purifiée, comme un *Eden* des temps pré-humains. C'est, plus ou moins consciemment, la volonté des autorités politiques et scientifiques biélorusses lorsqu'elles gommant de la surface de la terre les souvenirs de l'accident de 1986 et lorsqu'elles font disparaître des rares cartes les noms des villages et des régions contaminées. Une fois de plus : *Du passé faisons table rase !* Ainsi, le processus de « réhabilitation » des zones contaminées passe par le changement programmé des représentations de la contamination et par un travail sur les mémoires individuelles et collectives. C'est l'une des fonctions des diverses cartes publiées des régions contaminées, sur lesquelles ne figurent que certains radionucléides (Césium et Strontium) à l'exception de tous les autres, et qui n'incluent pas assez fréquemment les centres urbains les plus peuplés situés « à la limite » des zones contaminées. De toute façon, rares sont les habitants des régions concernées à pouvoir élaborer, en raison, un comportement sanitaire salubre en fonction d'informations géographiques documentées. Tout comportement, tout acte du quotidien, ne peut en

effet obéir qu'à une seule logique, la prise en compte du risque radiologique par exemple, dans la mesure où il est nécessairement soumis à un faisceau de contradictions : agir « rationnellement » pour préserver sa santé signifie inmanquablement ici renoncer à sa liberté, à pêcher, à cueillir, à chasser, se promener, se baigner, à manger les produits du jardin, etc.

Un « nuage » sur l'Occident.

La catastrophe de Tchernobyl aura, dans les pays d'Europe occidentale moins fortement touchés par la radiation, également engendré des modifications culturelles dont nous sous-estimons aujourd'hui probablement l'ampleur. Souvenons-nous du cas de la France où, au lendemain de l'accident et à la stupéfaction des pays voisins, les responsables politiques, relayés par des « experts », affirmaient sans l'ombre d'un doute à la population que le « nuage » radioactif avait contourné, et donc évité le territoire national. Cette proposition s'est retrouvée socialement traduite sous la forme : « le nuage s'est arrêté aux frontières » ou, mieux, « les autorités nous ont affirmé que la frontière avait arrêté le nuage », ce qui ne fut probablement pas sans réactiver la mémoire historique de la Ligne Maginot. Ceci pourrait être interprété comme la découverte collective de ce que l'existence des très anciennes frontières politiques, qui furent l'un des enjeux des conflits terribles du XX<sup>ème</sup> siècle en Europe, n'est plus aujourd'hui en mesure de mettre le territoire national à l'abri des périls épidémiques et la crise de la vache folle est venue renforcer, depuis, ce sentiment de vulnérabilité. Mais encore faudrait-il s'interroger sur les raisons pour lesquelles nous avons plus ou moins consciemment baptisé « nuage » une émanation gazeuse radioactive constituée pour l'essentiel de fumées toxiques et non de vapeur d'eau. Ne pourrions-nous pas considérer, avec Christa Wolf<sup>7</sup> ou Svetlana Alexiévitich<sup>8</sup>, que le fait que nous appelions cela « nuage » est un signe de l'incapacité de notre langue à suivre le rythme des progrès de la science ? S'il est vrai que la carte de la contamination est liée, pour l'essentiel, aux facteurs climatiques - les vents dominants et la pluie les jours qui suivirent l'accident contribuèrent pour une large part en effet à fixer la radioactivité dans certains lieux -, la question que nous posons reste celle de la représentation qui fut donnée à voir et à entendre au monde entier quant à la supposée « réalité » du phénomène observé. Les autochtones témoins du drame n'ont vu quant à eux, dans ce nuage, que l'expression de ce que « quelque chose d'anormal » était en train de se passer : « *le ciel était orange, les flaques d'eau aussi, nous avons un goût amer dans la bouche et un léger picotement au fond de la gorge* »<sup>9</sup>. La banalisation technique de la réalité par le langage, qui corrobore celle qui a été faite de la catastrophe, est donc à mettre en relation avec l'appréhension que les pays occidentaux

---

<sup>7</sup> Wolf C., *Incident, nouvelle d'un jour*, Stock, 1996.

<sup>8</sup> Svetlana Alexiévitich, *La Supplication, chronique du futur*, Paris, Lattès, 2000.



ont pu réaliser du « nuage », par l'intermédiaire du satellite d'observation Spot qui faisait à cette occasion ses premières preuves. En effet, la seule représentation tangible de la catastrophe aura été pendant longtemps, pour plusieurs millions de téléspectateurs occidentaux, en attendant la diffusion des premiers documentaires sur les conséquences sanitaires et sociales de Tchernobyl, une série de photos satellites montrant la dispersion du nuage dans les semaines qui suivirent l'accident. On tendit ainsi, *via* l'abstraction de l'observation satellitaire, à réduire en apparence l'ampleur de la première catastrophe technologique majeure à une simple affaire, a-politique et an-historique, de météorologie. Ceci ne constitue qu'un élément supplémentaire du processus plus global qui consiste à trouver aux catastrophes technologiques et industrielles, *via* le discours des « experts » et des autorités compétentes, des causes « naturelles » en occultant leur véritable origine. Ainsi apprend-on que les carambolages, corollaires du développement généralisé de la vitesse et de la circulation, sont liés « au brouillard » ; que la radioactivité doit être considérée comme une chose « naturelle » ; que les inondations, depuis Vaison-la-Romaine, liées à l'aménagement du territoire rural et agricole, sont des conséquences des « aléas climatiques », eux-mêmes liés à l'artificialisation de l'atmosphère... sans que jamais ne soit considéré le fait que nous ayons affaire, en amont, à des choix technologiques, à des rapports sociaux, à des décisions politiques et à des responsabilités partagées.

Un nouveau monde.

La catastrophe de Tchernobyl n'est pas un banal accident mais porte bien la marque d'une véritable catastrophe au sens où les représentations sociales de l'espace et du temps modernes s'y sont abîmées. Il semblerait que nous soyons là confrontés à l'émergence du nouveau et de l'inédit, dont la nouveauté même en partie nous échappe. Si la Renaissance, en tant qu'*époque* fut, grâce à l'usage simultané de la carte et de la boussole, marquée par la découverte du Nouveau Monde en expansion économique et géographique, celui qui apparaît avec Tchernobyl inaugure une autre époque : celle du rétrécissement du monde habitable, un monde en régression, façonné par les conséquences d'un « progrès » technique immaîtrisé, saisi le plus souvent dans l'abstraction du regard éloigné des nouvelles technologies. De l'expérience que nous avons faite des zones contaminées, tant auprès des populations que des scientifiques, nous pourrions tirer, au moins provisoirement, deux conclusions : que la carte, d'abord, seul outil de gestion territorial de la contamination, s'avère inefficace pour mettre en oeuvre une politique de minimisation des conséquences de l'accident qui puisse être opératoire et rationnelle – si l'on entend ici : visant à préserver réellement la santé des habitants – dans la mesure où elle est inappropriée à refléter la complexité de la situation à l'échelle micro-

---

<sup>9</sup> Témoignage recueilli en Biélorussie, à 250 Km de Tchernobyl (Ukraine) auprès d'une personne qui ignorait jusqu'à l'existence même de la centrale.

locale ; plus, elle permet, ensuite, de construire fictivement des zones « propres » ou des zones « faiblement contaminées » et donc « habitables », alors que : 1/ le premier vecteur d'intoxication<sup>10</sup> et d'irradiation est l'alimentation, celle-là même qui, une fois produite dans les zones contaminées, fait l'objet d'une très large diffusion dans toute la Biélorussie et dans les pays alentour ; 2/ Aucune garantie d'innocuité des faibles doses ne peut être scientifiquement apportée, au contraire. Ainsi, pour la généticienne R. Goncharova<sup>11</sup>, « c'est un mythe de dire qu'il existe en Biélorussie des zones propres ». Ce « mythe » de la catastrophe maîtrisée, de l'accident réparé, est très largement entretenu par le recours aux modes de représentations traditionnels du territoires (la carte, la zone, la frontière géopolitique comme protection), et par la confusion qui s'opère entre le prisme culturel par lequel les habitants saisissent toujours leur territoire (le regard à hauteur d'homme, l'idée d'une nature bienfaitrice, etc.) et la radicale nouveauté de la catastrophe nucléaire.

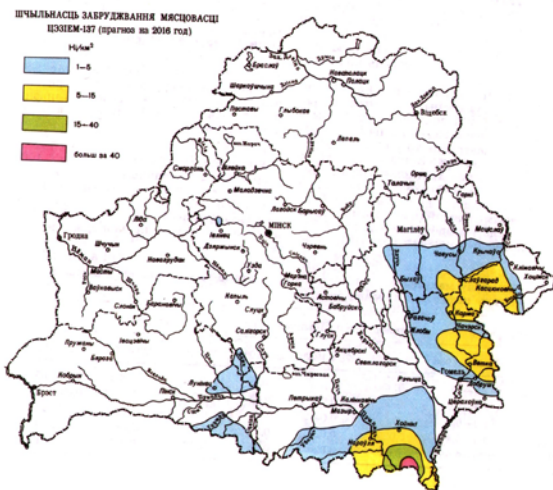


fig.2

<sup>10</sup> Voir l'article de M. Fernex, in *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, op. Cit.

<sup>11</sup> Rosa Goncharova, généticienne à l'Académie des Science de Minsk, a mis en évidence les mutations génétiques dans l'organisme dues aux faibles doses à partir de cohortes de carpes élevées en zone contaminée.

ЩЫЛЬНАСЦЬ ЗАБРУДЖАННЯ МЯСЦОВАСЦІ  
ЦЭЗІЕМ-137 (1 студзеня 1996 года)

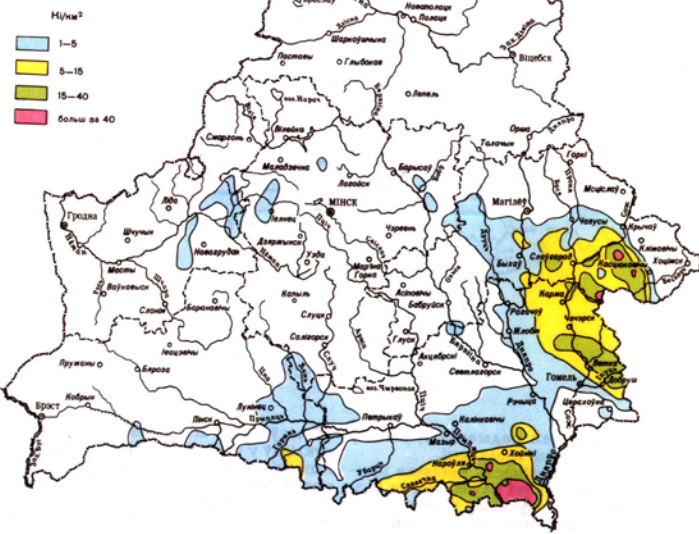


fig. 1